

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader
BP 1017
51100 Reims

Références : D1 i 2026 385
Code AIOT : 0005701722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté 8 allée du Château 51240 Nuisement-sur-Coole. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- 8 allée du Château 51240 Nuisement-sur-Coole
- Code AIOT : 0005701722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VIVESCIA exploite à Nuisement-sur-Coole, dans le département de la Marne, des silos de stockage de céréales d'un volume total de 85 000 m³, autorisés par l'arrêté préfectoral n°85.A.34.IC du 29 novembre 1985, complété par les arrêtés préfectoraux n° 87.A.42.IC du 4 décembre 1987, n° 2008 APC 04 IC du 9 janvier 2008 issu de la mise à jour de l'étude de dangers et n° 2012 APC 03 IC du 12 janvier 2012 relatif à l'installation de panneaux photovoltaïques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, elle avait pour thématique principale le risque d'explosion et les atmosphères explosives.

Le rapport de vérification des équipements situés en zone ATEX faisait état d'une non-conformité concernant un appareil d'éclairage.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques de 2024, il n'a pas été en mesure de présenter le rapport de 2025.

Afin de répondre au besoin en eau en cas de sinistre, le site est desservi par une réserve incendie et un poteau incendie, l'exploitant n'a pas pu justifier que ces équipements avaient été testés récemment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]
Constats : Par mail en date du 30/03/2026, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des installations classées la version n°7 du Document Relatif à la Prévention contre l'Explosion (DRPE) applicable depuis le 26/03/2026. La version 1 applicable depuis le 15/09/2016 du document intitulé « <i>Définition des zones à atmosphères explosives</i> » (ATEX) a été présenté. Il précise les différentes zones ATEX en fonction de leur niveau de risque et les localise sur le site. Le site est concerné par les zones 21 et 22. Les espaces concernées par la zone 21 sont les filtres, les écluses, les vis à déchets, le local à déchets et les caissons à poussière. Les espaces concernées par la zone 22 sont l'intérieur des élévateurs et des transporteurs, les canalisations d'air poussiéreux, l'intérieur des cellules et des boisseaux de chargement en cours de remplissage, les espaces situés autour de certains équipements, les nettoyeur, calibreux, le ciel des cellules du vieux silo (silo 1), les étages du vieux silo (silo 1). Le document intitulé « <i>Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX</i> » recense les équipements présents dans les zones ATEX (localisation, nombre, caractéristiques...). Il permet de constater que les équipements électriques sont implantés uniquement dans la zone 22. Le document a été mis à jour en juin 2022 (indice 6). Selon l'exploitant les zones ont été évaluées en interne. Aucune zone du site n'est affectée par un empoussièrément (atmosphère explosive) permanent (24h/24h), aucune zone du site n'est donc classée en zone 20. La détermination du niveau de risque sur le site est réalisée conjointement avec l'animateur risques industriels environnement, le responsable du silo et le responsable maintenance. Un document intitulé « <i>Méthode de définition des zones à risques</i> » a été transmis à l'Inspection. Il présente la méthodologie mise en œuvre pour le classement des différentes zones ATEX. Elle est appliquée sur tous les sites Vivescia. L'Inspection rappelle que l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : En plusieurs endroits sur le site et notamment à l'entrée, un affichage informe les visiteurs et notamment les entreprises extérieures susceptibles de réaliser des travaux que le site comporte des zones ATEX et que des précautions sont à prendre en cas de travaux. La localisation des différentes zones est précisée sur cet affichage. Dans les zones ATEX, un affichage rappelle à l'utilisateur qu'il se trouve dans une zone ATEX. Le niveau de classement de la zone n'est pas précisé sur cet affichage. Les mesures de prévention et les consignes sont rappelées par voie d'affichage ainsi que les coordonnées téléphoniques des personnes à joindre en cas d'incident. Les différentes procédures à mettre œuvre dans le cadre de l'exploitation sont consultables dans le bureau du chef de silo. Le DRPE rappelle les formations requises par le personnel intervenant sur le site. Une formation sur la sécurité des silos doit être suivie par le chef de silo et le personnel de l'atelier intervenant dans le cadre de la maintenance doit suivre des formations pour intervenir en zone ATEX . Une attestation de formation du chef de silo aux risques industriels et à la sécurité des installations a été présentée. Elle était datée du 27 octobre 2023. Le personnel de maintenance électrique a été formé aux conditions d'intervention dans les zones à risques d'explosion ATEX. Plusieurs formations ont été mises en place en 2006, les attestations de formation ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Les installations de stockage de céréales sont ventilées naturellement, les poussières sont aspirées et collectées vers un boisseau de collecte des déchets. Les installations de transfert de céréales sont asservies à la mise en route de l'aspiration des poussières. Cette installation fait l'objet d'une vérification annuelle dans le cadre de la maintenance

préventive. Sur le site de Nuisement-sur-Coole, le contrôle préventif a eu lieu pendant 2 semaines en septembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Un document intitulé « *Vérification du matériel électrique dans les zones ATEX* » a été présenté. Seule la zone 22 est concernée par des équipements électriques. La dernière mise à jour du document a été réalisée en juin 2022.

Tous les équipements électriques recensés dans les zones ATEX ont été vérifiés, le rapport fait état de deux non-conformités la première porte sur un « commutateur APR », situé au niveau 1 du chargement train, l'indice de protection du matériel n'est pas précisé, la seconde porte sur un « capteur position boîtes » dont il manque également l'indice de protection du matériel. Un plan d'action a été présenté avec des mesures correctives à mettre en œuvre par l'atelier de maintenance. Ces non-conformités concernant l'indice IP des équipements devraient également faire l'objet de non-conformités lors du contrôle des installations électriques. (voir constat 5).

Les documentations concernant les équipements n'étaient pas disponibles sur le site. Selon l'exploitant les notices et informations sur les équipements en place sont archivées par le service maintenance.

Un contrôle aléatoire sur plusieurs équipements ATEX a été réalisé. Les marquages suivants ont été relevés :

- **Ex II 3D T°125°C** : Le matériel est de catégorie 3D et peut être utilisé dans une zone ATEX 22, en zone poussière, la température de surface est de 125°C. Ce marquage a été relevé sur 3 des équipements contrôlés.
- **Ex II 2D T°80°C** : Le matériel est de catégorie 2D (protection élevée) et peut être utilisé dans une zone ATEX 21 ou 22, en zone poussière, la température de surface est de 80°C. Ce marquage a été relevé sur 2 des équipements contrôlés

Ex : ce symbole est la marque spécifique de protection contre les explosions des produits ATEX ;

II : ce marquage signifie qu'il s'agit d'un équipement d'une industrie de surface.

Un marquage CE 0081 a été relevé, il permet d'identifier l'organisme notifié dans la phase de contrôle de la production de l'équipement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection propose de demander à l'exploitant de justifier au plus tard sous trois mois que les non-conformités signalées lors de la vérification du matériel électrique dans les zones ATEX sont levées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
Constats : Le dernier rapport des installations électriques présenté à l'Inspection datait du 04/04/2024. Il ne présentait aucune non conformité concernant : <ul style="list-style-type: none"> • les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, • les équipements pouvant être à l'origine d'une explosion. Concernant les équipements électriques : le rapport précisait qu'en l'absence du dernier rapport de vérification de l'adéquation du matériel en zone ATEX, la conformité des équipements électrique vis à vis du risque d'explosion ne pouvait pas être vérifiée. Le rapport de vérification des installations électrique du 04/04/2024 ne fait pas mention des non-conformités électriques relevées lors de la « vérification du matériel dans les zones ATEX » (voir constat n°4) L'IIC rappelle à l'exploitant que la vérification des installations électriques au titre des ICPE doit

être réalisée tous les ans et que les non conformités doivent être levées sous 1 an.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle des installations électrique de 2025 ni de justifier que les non-conformités concernant le matériel ATEX étaient levées (voir constat n°4).

Selon l'exploitant le contrôle a bien été réalisé en 2025 mais compte tenu d'un contentieux avec le prestataire, ce dernier n'a pas fourni le rapport du contrôle réalisé au titre des ICPE en 2025. L'exploitant a présenté le rapport du contrôle électrique Q18 de 2025 montrant que le prestataire était bien intervenu sur le site en 2025.

Selon l'exploitant le contrôle des installations électriques par un nouveau prestataire est programmé prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose de demander à l'exploitant de procéder à un nouveau contrôle des installations électriques de son site et de faire parvenir à l'IIC au plus tard sous trois mois le rapport du contrôle des installations électriques de 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre - Maintenance

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

<p>Constats :</p> <p>Une analyse du risque foudre réalisé le 8 août 2011 sur le site de Nuisement-sur-Coole Sud a été présentée.</p> <p>Elle conclut que le bâtiment ne nécessite pas la mise en place de dispositif de protection contre la foudre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'une colonne sèche. Elle est située dans la tour du silo neuf (silo 1).</p> <p>Un rapport d'intervention pour la maintenance de la colonne sèche a été présenté, il était daté du 15/12/2025. Il fait état de plusieurs observations concernant l'absence de dispositif de purge d'air, de dispositif de vidange point bas et de dispositif anti-bélier. Un essai hydrostatique a été réalisé, il était satisfaisant. Le rapport conclut au bon fonctionnement de la colonne sèche.</p> <p>Le rapport de vérification des extincteurs a été présenté. Il était daté du 06/03/2025. Selon le cas, les extincteurs ont été ou révisés ou rechargés ou remplacés. La vérification doit être renouveler tous les ans, selon l'exploitant, une nouvelle vérification doit avoir lieu prochainement.</p> <p>Une réserve incendie d'une capacité de 400 m³ assure le besoin en eau en cas d'incendie. Elle est située au nord est du site. Elle est alimentée par la récupération des eaux pluviales provenant des aires de circulation du site. Elle est à l'air libre, le niveau d'eau peut donc être contrôlé en permanence. Si besoin une canalisation permet d'évacuer le trop plein d'eau vers un bassin</p>

d'infiltration, tout en maintenant la capacité de la réserve à 400 m³. La réserve est équipée d'une bouche d'aspiration. Selon l'exploitant elle n'a pas été testée par les pompiers récemment. L'exploitant envisage de demander aux pompiers d'effectuer un exercice sur le site et de tester la réserve incendie.

Un poteau incendie situé à l'extérieur du site est mobilisable en cas de sinistre. Il est situé à l'intersection de la rue haute, de l'avenue de la gare et de l'allée du château. L'exploitant doit se rapprocher des services de la commune afin de vérifier le bon état de fonctionnement du poteau incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un an, l'Inspection des installations classées propose de demander à l'exploitant de faire tester la réserve incendie par le SDIS et de faire parvenir au service de l'Inspection le rapport d'essai.

Il fera également parvenir à l'Inspection le rapport de vérification attestant que le poteau incendie peut répondre au besoin des services de secours en cas de sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois